"500 milliards, la note salée de l'UMP"

Publication : mardi 16 septembre 2014 09:22

La République du Centre, 15 septembre 2014

PARTI SOCIALISTE ■ Marisol Touraine, ministre de la Santé, invitée de la Fête de la rose hier à Ingré

« 500 milliards, la note salée de l'UMP »

Parfum de crise pour une Fête de la rose organisée, hier à Ingré, en pleine tourmente intérieure. Marisol Touraine a toutefois vivement critiqué droite et FN.

Philippe Renard
philippe.renard@centrefrance.com

La rose n'a jamais compté autant d'épines ! Face aux militants réunis à Ingré, l'exercice auquel s'est livrée Marisol Touraine, ministre de la Santé, n'avait rien de facile. Alors que Manuel Valls engage la responsabilité de son gouvernement, demain face à l'Assemblée nationale, elle a appelé à la confiance, mais aussi à la mobilisation. Cela tout en fustigeant la droite, l'extrême droite sans épargner pour autant l'extrême gauche.

« Le "J'accuse" de Mélenchon »

Sous le soleil, hier midi, pas l'ombre d'un « profrondeur » parmi les 170 militants et sympathisants. « Les frondeurs sont trop pressés. Leur discours, c'est comme si la droite gouvernait. Il faut laisser du temps à Hollande », déclare Jean-Michel, militant olivetain depuis trois ans. Parmi d'autres invités, Jean-Michel accueille la ministre de la Santé à la mi-journée. Dans une robe d'été, Marisol Touraine apparaît souriante, détendue. « Je viens en ministre, mais surtout en voisine », glisse la Tourangelle dont le ton va se durcir lors de la prise de parole.

Après avoir salué « le renouveau » incarné par Valérie Corre, députée, elle regrette « que nous n'ayons pas dit la gravité de la situation quand nous sommes arrivés aux responsabilités, voilà deux ans ». Ulcérée par « les leçons que donne la droite », la ministre parle d'un « quinquennat à 500 milliards d'euros, envolés, perdus (…). Oui, 500 milliards, c'est la note salée que nous a laissée l'UMP ».

Elle ironise sur le « retour fracassant » annoncé de Nicolas Sarkozy, ensuite Hervé Mariton, « l'inconnu de l'UMP dont le grand combat a été le mariage pour tous ».

Face à la « menace réelle » du Front national, Marisol Touraine martèle que « l'extrême droite, c'est le parti de la haine, du rejet ». Elle soigne aussi Jean-Luc Mélenchon qui s'affiche avec Jérôme Kerviel à la fête de l'Humanité en citant l'affaire Dreyfus. « Après le "J'accuse" de Zola, voilà le "J'abuse" de Mélenchon ».

« Il n'a plus sa place à l'Assemblée »

Non sans avoir déploré des fautes morales « insupportables quand elles viennent de notre camp » (applaudissements), la ministre considère que le député Thévenoud « n'a plus sa place à l'Assemblée ».

Dénonçant les prises de position des frondeurs, jugées « irresponsables », elle refuse cependant un « optimisme de façade car la situation est grave ». Avant de conclure son intervention de 40 minutes en invitant à « faire de la confiance le socle de la reconquête ». Standing ovation. ■

INGRÉ. Marisol Touraine parmi les militants. PHOTO PAOLA PEREZ

ÉCHOS ET PETITES PHRASES

Olivier Véran, premier secrétaire fédéral. « Même si les tracassiseries pro-sarkozistes empoisonnent l'impétrance, le comportement de certains ne nous a pas renforcés (…) Confondre le temps des campés avec l'exercice du pouvoir, c'est une faute ».

Jean-Pierre Sueur, sénateur PS. « Le rapport Gallois est un rapport intelligent, l'économie est importante. L'entreprise n'est pas l'ennemie ».

Christian Dumas, maire PS d'Ingré. Par écrit, il a alerté la ministre de la Santé sur la désertification médicale, notamment dans sa commune : « 4 généralistes aujourd'hui contre 6 voici trois ans ». Avec une population qui s'accroît et vieillit…

Faut-il supprimer la fonction de Premier ministre ?

Polytechnicienne, Karine Berger est la « référente nationale » pour les États généraux lancés au PS. La jeune quadra, l'une des valeurs montantes du parti, s'implique notamment sur la suggestion évoquée hier.

Il ne s'agit, en aucun cas, d'une attaque à l'égard de Manuel Valls. « Il nous a félicités pour notre démarche (…) En effet, je propose, avec d'autres députés, de supprimer la fonction de Premier ministre et de donner davantage de responsabilités au Parlement. Ce qui prendrait davantage le président de la République. Car le mettre au premier plan sur tous les arbitrages politiques constitue un danger ».

Karine Berger trouve aussi que l'on parle beaucoup trop « économie ». « La République ne se résume pas à une question financière ! ». Quant aux frondeurs, même s'ils « posent les vraies questions », ils commettent une « faute politique en ne voulant pas la confiance demain ». ■

Phoca PDF